



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 2 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAT Nitrogen France SAS

Usine de Grandpuits
CS 20798
77720 Mormant

Références : E/26-0411
N°HELIOS : 63288

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement LAT Nitrogen France SAS implanté Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle sur le sujet eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT Nitrogen France SAS
- Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant
- Code AIOT : 0006501167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine LAT NITROGEN FRANCE, communément appelée Usine de Grandpuits, a été mise en service en 1968. Elle est implantée sur le territoire des communes de GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS, AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS et QUIERS, à 57 km au sud-est de Paris, à l'est de MORMANT et au nord-ouest de NANGIS. L'usine occupe une surface de 45 hectares. Elle a été rachetée en 2023 par le groupe AGROFERT.

Ses activités sont la fabrication, le stockage et l'expédition :

- d'engrais azotés simples : Ammonitrates haut dosage (HD),
- de divers produits chimiques intégrés dans la filière azote :
- Ammoniac, Alkali (solution d'eau ammoniacale),
- Acide Nitrique,
- Anhydride carbonique liquéfié (CO₂),
- Nitrate d'ammonium en solution chaude (NASC) à usage agricole ou industriel.

Compte tenu de ses activités, l'usine de Grandpuits est classée Seveso seuil haut. Elle est également soumise à la directive IED. En outre les activités de l'usine de Grandpuits sont encadrées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09 DAIDD IC 142 du 04 juin 2009
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 057 du 23 novembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 063 du 15 décembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011 DRIEE UT77 183 du 20 décembre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°12 DRIEE UT77 027 du 13 février 2012 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 003 du 11 janvier 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 020 du 26 février 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°14 DCSE IC 010 du 13 février 2014 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCSE/BPE/IC 2018/78 du 19 octobre 2018 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021/01/DCSE/BPE/IC du 20 janvier 2021 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2022-48/DCSE/BPE/IC du 28 octobre 2022.

Par ailleurs un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré du fait de la présence de cette usine de Grandpuits et de la Raffinerie TOTAL Grandpuits située à proximité. Le PPI a été approuvé par arrêté du 26 juin 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.3.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
2	Gestion des eaux de surfaces	AP Complémentaire du 26/02/2013, article 4.3.9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
3	Conditions de rejet et de auto-surveillance des eaux	AP Complémentaire du 26/02/2013, article 4.3.9.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	injectées en puits profond		l'exploitant		
4	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 19/10/2018, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
7	Dispositions communes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, articles 2.3.1 & 4.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
10	Principe de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 5.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Installations d'expéditions d'ammoniac et voies ferrées dans l'emprise du site	Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Prévention des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	pollutions accidentelles	du 04/06/2009, article 7.6.5	d'action corrective	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bilans eaux trimestriels des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2025 n'ont pas été transmis. Les constats de ce présent rapport se sont portés sur les bilans du 2^{ème} semestre 2024 et du 1^{er} trimestre 2025. Sur cette période, l'inspection a constaté une diminution du nombre de dépassements des valeurs limites de volumes d'effluents rejetés. En période d'arrêt de production, l'exploitant a choisi d'utiliser les 2 piscines SLAZ afin de réguler les eaux de ruissellement injectées en puits profond.

Par ailleurs, sur les prochains bilans eau, l'inspection demande à l'exploitant de faire apparaître les flux moyens journaliers sur un mois pour les paramètres dont la fréquence de mesure est annuelle, comme le prévoit l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2013.

L'inspection demande entre autres, la transmission des justificatifs d'interventions sur les filtres des eaux usées impliqués dans la réduction des rejets des MES.

L'inspection constate cependant que l'exploitant a initié une analyse sur les dysfonctionnements des équipements responsables de dépassements de rejets en azote inorganique injectés en puits profond. À ce titre, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir des justificatifs.

Enfin, même si l'exploitant a pris en compte la non-conformité au sujet des rétentions partiellement remplies d'eau de pluie, il n'a pas pris en compte le curage du caniveau situé entre l'aire de chargement engrais et l'aire de dépotage des wagons.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit à la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2 du mois précédent.</p> <p>[...]</p> <p>Il est adressé par période trimestrielle à l'inspection des installations classées, dans le mois qui suit.</p> <p>L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriers du 25 avril 2025 et du 30 mai 2025 les bilans eau respectivement pour le second semestre 2024 et le premier trimestre 2025. L'exploitant indique que suite au départ d'une de ses collaboratrices, la transmission des bilans trimestriels air n'était</p>

plus assurée.

Suite n°12122025-1 : L'inspection attend la transmission des bilans du 2ème, 3ème et 4ème trimestre 2025. Il est attendu une transmission trimestrielle des bilans eau pour l'année 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Gestion des eaux de surfaces

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/02/2013, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des flux injectés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant injection en nappe profonde, les valeurs limites ci-après définies:

Désignation	[...]	A partir du 1er juillet 2016
Débit d'injection instantané maxi	[...]	100 m ³ /h
Débit d'injection moyen mensuel	[...]	50 m ³ /h
Volume d'injection journalier maximum	[...]	1500 m ³
Volume d'injection journalier moyen sur un mois	[...]	1200 m ³

[...]

Constats :

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 30/03/2021 :

Non-Conformité n°1 de l'inspection du 30/03/2021 : L'exploitant demeure toujours dans l'impossibilité de gérer les pics d'eaux météoriques et ne respecte pas en toutes circonstances les valeurs limites des flux injectés en nappe profonde fixées par l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral n°13 DSCE IC 020 du 26/02/2013.

Observation n°1 de l'inspection du 30/03/2021 : Concernant la mise en place de nouvelles solutions de gestion des eaux pluviales comme l'infiltration des eaux pluviales, l'inspection précise qu'un porter à connaissance de tout projet devra être effectué auprès du Préfet et de l'inspection des installations classées avant réalisation. L'exploitant devra s'assurer que les eaux pluviales non polluées et susceptibles d'être polluées sont bien séparées et les caractériser. Il devra notamment prendre en compte les retombées des émissions atmosphériques du site

susceptibles de contaminer les eaux pluviales, notamment sur les toitures et zones de ruissellement. En tout état de cause, les dispositions suivantes devront être prises en compte :

- l'arrêté ministériel du 10/07/90 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées, et notamment l'article 4 ter
- l'arrêté ministériel du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines
- une compatibilité au SDAGE Seine Normandie (il est souhaitable de prendre en compte dès à présent les dispositions du nouveau SDAGE¹ en cours d'adoption (<http://www.eau-seine-normandie.fr/domaines-d-action/sdage>), notamment la disposition 3.3.2, relative aux industries concernant la nécessité de réaliser une analyse de l'impact des rejets sur le milieu aquatique récepteur à la fois par rapport aux objectifs généraux de non dégradation, aux objectifs de bon état écologique et chimique des masses d'eau et de non introduction de micropolluants dans les eaux souterraines.

L'exploitant pourra utilement prendre en compte les informations disponibles sur le site de la DRIEAT (<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/les-outils-concernant-la-gestion-des-eaux-r1620.html>) et notamment le guide technique « Elaboration et instruction des dossiers relatifs à la gestion et aux rejets des eaux pluviales ».

Rappel des constats non soldées de l'inspection du 18/07/2024 :

Non-conformité n°20240718-1 : Sur le 1^{er} trimestre 2024, les volumes journaliers injectés et les volumes injectés moyennés sur un mois dépassent les volumes limites autorisés. De même, les débits d'injection moyens mensuels pour le 1^{er} trimestre 2024 dépassent le débit d'injection autorisé.

Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :

À défaut de disposer des bilans eaux pour l'ensemble de l'année 2025, les constats de cette fiche se basent sur les bilans eau du 2^{ème} semestre 2024 et du 1^{er} trimestre 2025. Sur cette période, l'inspection constate moins de dépassements des volumes journaliers injectés par rapport aux années précédentes. Cependant, l'inspection constate toujours des dépassements pour les volumes moyens mensuels, en particulier pour le 1^{er} trimestre 2025.

→ La non-conformité n°20240718-1 de l'inspection du 18/07/2024 est maintenue.

L'exploitant explique qu'en phase de production, l'unité de fabrication d'acide nitrique est consommatrice d'eau via les TAR (tours aéroréfrigérantes). Lors des phases d'arrêt de production, les eaux de ruissellement alimentent le BES et l'injection devient alors le seul exutoire pour réguler le niveau de ce bassin. Afin de réduire les volumes injectés en puit profond lors des phases d'arrêt de production et ainsi respecter les valeurs limites de rejets, l'exploitant explique s'assurer de la disponibilité des deux piscines SLAZ (8000 m³ chacune) lors du début de chaque phase d'arrêt. Ces piscines SLAZ permettent de collecter une partie des eaux de ruissellement et ainsi de réguler les volumes d'eau injectés.

Suite n°12122025-2 : L'exploitant indiquera comment il s'assure que les 2 piscines SLAZ sont effectivement disponibles lors des phases d'arrêt des installations. En particulier, il précisera si cette information est tracée ou fait l'objet d'une procédure écrite. Le cas échéant, il transmettra les justificatifs

→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 30/03/2021 est soldée.

Selon l'exploitant, le PSE survenu en janvier 2025 et ses conséquences économiques, reporte ultérieurement le projet d'étude d'installation d'un osmoseur inverse pour utiliser l'eau du BES comme eau de process afin de réduire les prélèvements dans la nappe de Champigny.

En outre, dans sa réponse aux constats de l'inspection du 18/07/2024, l'exploitant ne s'est pas positionné quant à la mise en place de solution alternative de gestion des eaux pluviales. Ce point avait déjà été abordé lors de l'inspection du 30 mars 2021.

→ **L'observation n°1 de l'inspection du 30 mars 2021 est maintenue.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Conditions de rejet et de auto-surveillance des eaux injectées en puits pro

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/02/2013, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites flux injectés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant injection en nappe profonde, les valeurs limites ci-après:

Désignation	A partir du 1er juillet 2016	
[...]	[...]	
Pression d'injection	75 bars	
Température maximum	35 °C	
pH	6,5 à 8,5	
Conductivité	40 000 10 ⁻³ mS/cm	
Désignation	Flux moyen journalier sur un mois (kg/j)	Flux maximum journalier (kg/j)
NO ₃ ⁻	1300	1625
Azote inorganique total	510	637,5
Salinité totale	15000	18750

DCO	200	250
COT	20	25
POX	0,09	0,11
Orthophosphates	1,8	2,25
Polyphosphates	0,9	1,13
Phosphore total	2,7	3,38
Cl-	3060	3825
Na+	1530	1912,5
SO4--	920	1150
MES	24	30
AOX	1,5	1,88
Hydro totaux	1,5	1,88
Zn	1,5	1,88
...

[...]

Constats :

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 30/03/2021 :

Observation n°4 de l'inspection du 30/03/2021 : Il convient que l'exploitant complète ses bilans trimestriels concernant la justification du respect des limites du débit horaire injecté (mesure en continu) ni l'autosurveillance annuelle sur les paramètres suivants : POX, orthophosphates, polyphosphates.

Observation n°8 de l'inspection du 30/03/2021 : L'exploitant indiquera l'efficacité ou du moins le retour d'expérience des différentes actions mises en place pour remédier aux dépassements répétés du flux de MES injectées en puits profonds.

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 16/05/2023 :

Observation n°3 de l'inspection du 16/05/2023 : L'exploitant complétera les bilans trimestriels en transmettant les flux moyens journaliers des espèces chimiques concernées.

Observation n°4 de l'inspection du 16/05/2023: Dans les analyses annuelles des effluents, l'exploitant comparera ses mesures aux valeurs limites en vigueur des flux injectés, en particulier pour le nitrate et l'azote inorganique total.

Observation n°5 de l'inspection du 16/05/2023 : Dans les futurs bilans trimestriels, l'exploitant fera référence à l'arrêté préfectoral en vigueur pour les valeurs limites d'émissions ; et adaptera le cas échéant les flux maximum journaliers et mensuels autorisés pour l'azote total inorganique.

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 18/07/2024 :

Observation n°20240718-1 : L'exploitant transmettra le bilan des paramètres mesurés annuellement pour l'année 2023.

Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :

Le bilan du 2^{ème} semestre 2024 ne présente pas de dépassement pour les MES par rapport aux valeurs limites d'injection dans le puits profond. Cependant, le bilan eau du 1^{er} trimestre 2025 en fait apparaître. Selon l'exploitant, ces dépassements sont induits :

- par une reprise de la production et notamment une remise en fonctionnement de l'unité de production d'acide nitrique participant à l'augmentation du flux injecté ;
- une problématique technique sur les filtres des eaux usées.

Dans son bilan eau du 1^{er} trimestre 2025, l'exploitant a transmis un plan d'action concernant l'entretien des filtres des eaux usées. Selon l'exploitant, l'entretien de la bonne ouverture des vannes a été faite. La réfection complète (vidange des charges, contrôle interne, contrôle des vannes automatiques et tuyauteries et recharge en charbon actif) des filtres a été réalisée au cours du 2^{ème} trimestre 2024 et au cours du 2^{ème} trimestre 2025. L'exploitant indique par ailleurs, que l'entretien de ces filtres est prévu en début d'année 2026.

En outre, l'exploitant indique qu'une étude technique est en cours afin d'améliorer le procédé de traitement des MES du site et qu'à ce titre, un point est prévu fin décembre 2025 avec le bureau d'étude.

Suites n°12122025-3 : L'exploitant transmettra les justificatifs de :

- l'entretien des vannes dont la mauvaise ouverture perturbe la bonne réalisation des retro lavages
- la vidange de la charge, le contrôle interne, le contrôle des vannes automatiques et tuyauteries et la recharge en charbon actif des filtres des eaux usées réalisés au 2^{ème} trimestre 2024 et 2025.
- la démarche entreprise dans le cadre de l'étude technique portant sur l'amélioration du procédé de traitement des MES.

L'exploitant indiquera la fréquence à laquelle il réalise la réfection complète des filtres des eaux usées.

→ L'observation n°8 de l'inspection du 30/03/2021 est soldée.

Dans les bilans eau du 2^{ème} semestre 2024 et du 1^{er} trimestre 2025, l'exploitant fait apparaître les flux moyens journaliers pour les paramètres dont la fréquence de mesure est quotidienne et hebdomadaire. Cependant, en lieu et place du suivi des nitrates, l'exploitant a présenté le suivi des sulfates qui est par ailleurs déjà présent dans le bilan eau du 1^{er} trimestre 2025. L'exploitant portera une attention particulière à la transmission de l'ensemble des paramètres dans les prochains bilans eau.

→ L'observation n°3 de l'inspection du 16/05/2023 est soldée.

Dans le bilan du 2^{ème} trimestre 2024 et dans sa réponse aux constats de l'inspection du 18/07/2024 l'exploitant compare les paramètres dont la fréquence de mesure est annuelle au flux maximum journalier défini à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2013. Cependant, les flux moyens journaliers sur un mois n'y figurent pas. En salle, l'exploitant indique

qu'il ne mesure pas ces flux moyens journaliers sur un mois.

Suites n°12122025-4 : Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il fasse figurer dans son bilan eau de chaque fin d'année les flux moyens journaliers sur un mois tels que le précise l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2013.

En l'absence de mesures disponibles des flux moyens journaliers sur un mois pour les paramètres dont la fréquence de mesure est annuelle pour les années 2023 et 2024, l'observation n°20240718-1 de l'inspection du 18 juillet 2024 est soldée.

Enfin, dans le bilan eau du 2^{ème} semestre 2024, l'exploitant a transmis le débit horaire injecté, ainsi que le suivi annuel pour les POX, les orthophosphates et les polyphosphates.

→ **L'observation n°4 de l'inspection du 30/03/2021 est soldée.**

De plus, dans le bilan eau du 2^{ème} semestre 2024, l'exploitant a comparé les flux paramètres injectés dont la fréquence de mesure est annuelle aux valeurs limite d'émission définies dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2013.

→ **L'observation n°4 de l'inspection du 16/05/2023 est soldée.**

En outre, dans les bilans eau du 2^{ème} semestre 2024 et 1^{er} trimestre 2025, l'exploitant a fait apparaître les valeurs limites des flux moyens journaliers sur un mois et flux maximum journalier pour l'azote inorganique.

→ **L'observation n°5 de l'inspection du 16/05/2023 est soldée.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2018, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance de la nappe de Calcaires de Brie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

L'article 9.2 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 142 du 4 juin 2009 relatif aux modalités d'exercice et au contenu de l'autosurveillance est complété par l'article suivant :

« Article 9.2.4. Auto surveillance de la nappe de Calcaires de Brie

L'exploitant réalise une surveillance de la qualité des eaux de la nappe superficielle de Calcaires de Brie à partir d'une piézométrie adaptée au site.

L'objectif de cette surveillance est, d'une part, de réaliser une surveillance dans le temps de la qualité des eaux souterraines de la nappe de Calcaires de Brie afin de détecter une éventuelle pollution pouvant être liées aux activités de l'établissement et d'autre part, de réaliser un suivi de la pollution historique existante et le cas échéant de l'efficacité des actions correctives mises en œuvre.

Le nombre et la localisation des piézomètres sont définis en fonction de cet objectif. La surveillance est ainsi réalisée a minima sur les piézomètres suivants déjà implantés sur l'établissement : PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5, PZ6, PZ8, PZ9, PZ10.

Cette surveillance est étendue aux piézomètres PZ1phyto, PZ2phyto, PZ3phyto, PZ4phyto, PZ5phyto et PZ6phyto qui permettent également de suivre l'évolution du projet de phytoremédiation et dont un bilan sera fait en 2020.

Le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe au moins deux fois par an. Cette périodicité peut être renforcée sur demande de l'inspection des installations classées en cas d'incident susceptible d'avoir des conséquences sur la qualité de la nappe.

Les prélèvements sont effectués après pompage, pour purger le piézomètre d'un volume d'eau jusqu'à stabilisation des paramètres physico-chimiques de l'eau.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures, selon les normes en vigueur, des principales substances susceptibles de polluer la nappe. Les paramètres suivants font a minima l'objet d'une analyse : niveau piézométrique, pH, température, conductivité, NH₄⁺, NO₃⁻, NO₂⁻ et O₂ dissous.

Les résultats des mesures réalisées sont analysés et transmis conformément aux dispositions prévues au chapitre 9.2 du présent arrêté. Si les résultats des mesures mettent en évidence une évolution anormale de l'un des paramètres mesurés, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, propose les mesures envisagées et si nécessaire un programme de surveillance renforcée. »

Constats :

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 30/03/2021 :

Observation n°9 de l'inspection du 30/03/2021 : L'exploitant indiquera les suites données aux recommandations émises par la société IDDEA, notamment sur l'entretien des ouvrages des piézomètres :

- comblement de l'ouvrage PZ35ext partiellement colmaté et fortement endommagé en août 2018 et la mise en place d'un nouvel ouvrage dans son secteur,
- remplacement des capots de bouches à clés des ouvrages PZ5 et PZ6,
- installation de nouveaux cadenas d'artillerie au niveau des capots de protection des piézomètres, dont l'ensemble est soit rouillé (Pz1, Pz3, PZ4, PZ10), soit absent (PZ2, PZ8 et PZ9)

Observation n°10 de l'inspection du 30/03/2021 : L'exploitant indiquera l'origine de la pollution relevée au niveau du Pz3 phyto et si elle a été supprimée.

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 18/07/2024 :

Observation n°20240718-2 : L'exploitant tiendra à jour un registre des périodes de production d'ammonitrate, ainsi que des périodes de précipitations. Ce registre sera rétroactif sur les

dernières années (2021). Ce registre permettra de mettre évidence, le cas échéant, un lien entre l'activité de l'établissement, les mesures en nitrate faites dans la nappe de Calcaire de Brie et les périodes de précipitations. L'exploitant insérera ces informations dans son prochain bilan eau qui sera transmis à l'Inspection.

Observation n°20240718-3 : Sur le plan représentant l'emplacement des piézomètres, l'exploitant y fera apparaître le sens d'écoulement de la nappe.

Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :

En salle, l'exploitant indique que le comblement de l'ouvrage PZ35ext qui a été fortement endommagé en août 2018 n'a pas été réalisé. L'exploitant indique que les capots des ouvrages PZ5 et PZ6 ont été remplacés et que des nouveaux cadenas ont été mis en place.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le piézomètre PZ8 ne disposait pas d'un cadenas.

→ **L'observation n°9 de l'inspection du 30 mars 2021 est maintenue.**

L'exploitant prévoit la mise en place d'un nouveau piézomètre à proximité de l'ouvrage PZ35ext. **L'inspection sensibilise l'exploitant sur le nom à donner à cet ouvrage afin d'éviter toute confusion à l'avenir.**

En outre, dans le bilan eau transmis pour le 2ème semestre 2024, la concentration en nitrate mesurée au niveau de l'ouvrage Pz3_phyto continu à augmenter passant de 15000 mg/l en mai 2022 à 22000 mg/l en mai 2024.

→ **L'observation n°10 de l'inspection du 30 mars 2021 est maintenue.**

Dans sa réponse aux constats de l'inspection du 18 juillet 2024, l'exploitant indique qu'un registre des périodes de production d'ammonitrates est déjà en place, ce qui lui permet de fournir dans les bilans eaux, des corrélations entre les périodes de production d'acide nitrique et d'ammonitrates et les périodes de précipitations. En outre, il a transmis, pour l'année 2024, un graphique mettant en corrélation la concentration sur les piézomètres PZ3 et PZ4, la production d'ammonitrates et la pluviométrie. Après analyse, l'exploitant conclut qu'il n'y a pas la démonstration d'un lien visible entre la production d'ammonitrates, la pluviométrie et les concentrations en nitrates des 2 piézomètres cités.

L'observation n°20240718-2 de l'inspection du 18 juillet 2024 portait sur une analyse de la corrélation entre production d'ammonitrates, pluviométrie et concentration en nitrate pour les ouvrages PZ3 et PZ4 depuis 2021. A la consultation des bilans eaux depuis 2021, l'exploitant semble disposer des éléments nécessaires pour établir cette corrélation.

→ **L'observation n°20240718-2 de l'inspection du 18 juillet 2024 est maintenue. Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il étende le travail de corrélation réalisé pour l'année 2024 à la période 2021-2025.**

En outre, le sens de l'écoulement de la nappe n'apparaît toujours pas sur le plan représentant l'emplacement des piézomètres. L'exploitant indique que le sens d'écoulement de la nappe

apparaîtra sur le prochain bilan.

→ L'observation n°20240718-3 de l'inspection du 18 juillet 2024 est maintenue. Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il fasse apparaître le sens de l'écoulement de la nappe dès le prochain bilan eau transmis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 71.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise, sous sa responsabilité, les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Les unités de production, les stockages et les installations connexes sont notamment installés et exploités conformément aux études des dangers réalisées par l'exploitant sur l'ensemble de ses installations concernées et leurs modifications ultérieures.

Constats :

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 18/07/2024 :

Observation n°20240718-4 : L'exploitant poursuivra sa réflexion afin de déterminer les causes profondes associées à la défaillance de ses équipements ; et ce afin de rendre plus efficace la maintenance préventive de ses équipements.

Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :

Le bilan du 2^{ème} semestre 2024 fait apparaître 7 rejets d'azote inorganique au-delà de la valeur limite d'émission définie par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2013. Selon l'exploitant, pour 4 d'entre eux, leur origine proviendrait du dysfonctionnement d'un équipement. Quant aux 3 autres, il s'agirait de rejets récurrents dont l'exploitant n'a pas réussi à déterminer l'origine exacte.

Le bilan du 1^{er} trimestre 2025 fait apparaître des dysfonctionnements sur des commandes de positionnement des vannes valvatiques du filtre nord, sur un surpresseur d'air ainsi que la vanne 12. Selon l'exploitant, ces dysfonctionnements seraient responsables de 10 rejets d'azote inorganique dépassant la valeur limite d'émission définie par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2013.

Pour les dépassements du second semestre 2024, l'exploitant a transmis dans son bilan eau un plan d'action.

Suite n° 12122025-5 : L'exploitant fournira les justificatifs de la mise en œuvre du plan d'action défini dans le bilan eau du 2^{ème} semestre 2025, à savoir :

- de l'installation des tuyauteries (MOC 622498) ;
- de l'optimisation du recyclage de l'acide non à titre au démarrage (MOC 682649) ;
- du bon maintien en fonctionnement des capteurs installés dans les caniveaux (MOC 693418) ;
- de l'automatisation des pompes 3222 en sortie de fosse de neutralisation ;
- de la création d'un groupe de travail pour la gestion des rejets lors des phases transitoires.

L'exploitant fournira également les justificatifs des travaux de réparation sur les dysfonctionnements identifiés comme étant la cause des dépassements de rejet d'azote inorganique sur le 1^{er} trimestre 2025.

Dans sa réponse aux constats de l'inspection du 18 juillet 2024, l'exploitant indique avoir recensé de manière exhaustive sur une période de deux années, les incidents, anomalies et pannes susceptibles d'avoir contribué aux dépassements des rejets en azote inorganique. Selon l'exploitant, ce recensement a fait l'objet d'un bilan dont l'analyse a été réalisée durant l'été 2025.

À ce titre, l'exploitant indique avoir identifié les équipements pour lesquels un contrôle préventif est réalisé. Il s'agit notamment des équipements identifiés comme pouvant s'user prématurément à cause du fonctionnement en mode « run » ou de la corrosion.

En outre, l'exploitant indique réaliser des interventions curatives lors de dysfonctionnements identifiés durant la tournée des opérateurs. Ainsi, une vanne défectueuse ayant entraîné une fuite d'acide dans un caniveau a été remplacée le 13/10/2025. L'exploitant indique ne pas avoir identifié d'autre vanne similaire sur son établissement de Grandpuits. Le caniveau a été par ailleurs pompé.

Suite n° 12122025-6 : L'exploitant transmettra les conclusions de l'analyse du bilan issu du recensement des dysfonctionnements susceptibles d'avoir contribué aux dépassements des rejets d'azote inorganique. Le cas échéant, il définira une fréquence de maintenance à titre préventif de ces équipements. L'exploitant transmettra également les justificatifs du remplacement de la vanne remplacé le 13/10/2025.

En attente des conclusions de l'analyse du bilan, l'observation n°20240718-4 de l'inspection du 18 juillet 2024 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installations d'expéditions d'ammoniac et voies ferrées dans l'emprise du poste de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de collecte d'ammoniac aux postes de dépotage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 8.3.5 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 142 du 4 juin 2009 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>« Des mesures sont mises en place pour permettre de détecter toute fuite anormale d'ammoniac au niveau du réseau de purge des postes de chargement. Les alarmes de ce dispositif sont reportées en salle de contrôle.</p> <p>Les postes de chargement déchargement des wagons d'ammoniac disposent de zones de collecte devant les quais, destinées à accueillir les écoulements accidentels et à limiter la surface de la nappe formée au sol. Ces aménagements peuvent être réalisés à partir de bordures et de surélévations au niveau des voies de circulations concernées (ralentisseurs).</p> <p>Ces zones sont aménagées de manière à collecter l'ammoniac liquide vers le bassin des eaux de surface (BES) de manière passive (sans nécessité d'intervention humaine). Une pente est ainsi aménagée afin de permettre une collecte en point bas par des caniveaux ou des regards.</p> <p>Le réseau de collecte vers le BES est aménagé afin de limiter autant que possible l'évaporation de la nappe, en privilégiant notamment des réseaux enterrés.</p> <p>Les postes de chargement et les zones de collecte sont couverts par un réseau de détecteur d'ammoniac. L'exploitant est en mesure d'en justifier le nombre et l'implantation.</p> <p>L'exploitant définit par procédure la conduite à tenir en cas de déversement d'ammoniac dans le BES (détection, gestion des eaux polluées, impact sur les modalités d'exploitation, etc..). »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats non soldés de l'inspection du 18/07/2024 :</u></p> <p><u>Observation n °20240718-5 :</u> L'exploitant démontrera qu'en cas d'épandage d'une quantité importante d'ammoniac liquéfié au niveau de la zone de dépotage, le nuage toxique se formant au-dessus du canal aérien n'est pas de nature à créer des phénomènes dangereux supplémentaires. Le cas échéant, l'exploitant indiquera les mesures prises afin de limiter ces phénomènes dangereux.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :</u></p>

Dans sa réponse aux constats de l'inspection du 18/07/224, l'exploitant indique que le risque lié à un épandage accidentel d'ammoniac liquéfié dans la zone de dépotage est pris en compte dans les procédures d'urgence et dans le POI qui prévoit des mesures organisationnelles et techniques, avec notamment le déploiement de lances « queue de paon » afin de rabattre les vapeurs d'ammoniac.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence de 4 lances « queue de paon » dans la caserne pompier installée au sein de l'établissement.

→ L'observation n°20240718-5 de l'inspection du 18/07/2024 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions communes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

Constats :

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 18/07/2024 :

Observation n°20240718-6 : L'exploitant analysera les risques inhérents à une augmentation de température extérieure de la colonne de production d'alcali. Le cas échéant, l'exploitant rédigera une procédure encadrant les actions à mener pour faire face à une augmentation de la température extérieure de cette colonne.

Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :

En salle, l'exploitant explique que la réaction de synthèse de l'alcali est exothermique. En cas de fortes températures extérieures, essentiellement lors de la période estivale, il peut être demandé aux opérateurs d'arroser la colonne de production d'alcali et ce, afin de maîtriser la température de la colonne d'alcali et de garantir un bon rendement de production.

→ L'observation n°20240718-6 de l'inspection du 18/07/2024 est soldée.

Dans sa réponse aux constats de l'inspection du 18/07/2024, l'exploitant indique qu'en cas de fortes températures extérieures, les contremaîtres expérimentés, en charge de l'unité de production d'alcali, peuvent donner la consigne de refroidir la colonne d'alcali par un arrosage. Selon l'exploitant, la conduite à tenir en cas de hausse des températures extérieures est encadrée par des consignes opératoires spécifiques. L'exploitant réfléchit en outre à formaliser cette conduite au travers d'une procédure.

Suite n°12122025-8 : L'exploitant transmettra la consigne donnée à l'opérateur le 18/07/2024 afin que celui-ci refroidisse la colonne d'alcali en l'arrosant. En l'absence de consigne écrite et enregistrée, l'exploitant fournira la procédure formalisant la conduite à tenir en cas de hausse des températures extérieures. Le cas échéant, il transmettra un échéancier pour la formalisation de cette consigne dans une procédure dédiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 18/07/2024 :

Observation n°20240718-7 : L'exploitant veillera à instaurer une méthodologie permettant de déterminer rapidement et sans risque de confusion les tuyauteries sur lesquelles des flexibles

sont susceptibles d'être connectés.

Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :

L'exploitant indique qu'une démarche d'identification des tuyauteries a été initiée sur le site de Grandpuits depuis 2025, et ce afin de limiter les risques de confusion lors des connexions des flexibles. Selon l'exploitant, cette identification se fait au fil de l'eau pour les tuyauteries d'acide, d'ammoniac et de gaz nitreux, en fonction de l'arrêt des installations, sans avoir mis en place un plan d'action.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté l'étiquetage de certaines tuyauteries.

→ **L'observation n°20240718-7 de l'inspection du 18/07/2024 est soldée.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 2.3.1 & 4.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

Article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009 :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
[...]

Article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009 :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.
[...]

Constats :

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 18/07/2024 :

Non-conformité n°20240718-2 : Le caniveau situé entre l'unité de chargement d'ammonitrate par train et la zone de dépotage des wagons n'est pas entretenu. L'exploitant veillera à entretenir l'ensemble des réseaux de collecte de son établissement.

Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le caniveau situé entre l'unité de chargement d'ammonitrate par train et la zone de dépotage des wagons n'avait pas été curé.

→ La non-conformité n°20240718-2 de l'inspection du 18/07/2024 est maintenue.

En outre, toujours lors de la visite du site, l'inspection a constaté que la demie lune située en sortie des chaudières présentait des désordres. Selon l'exploitant l'eau chaude collectée par cette demie lune expliquerait ces désordres.

Suite n°12122025-9 : L'exploitant s'assurera de l'étanchéité de la demie lune en sortie de chaudière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Principe de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 5.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de la production des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Constats :

Rappel des constats non soldés de l'inspection du 18/07/2024 :

Observation n°20240718-8 : L'exploitant s'organisera afin que la zone dédiée au stockage temporaire de big-bag vides, située dans la zone déchets, soit clairement identifiable.

Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :

Lors de la visite du site, la zone déchets n'était pas accessible. L'inspection n'a pas pu vérifier que la zone dédiée au stockage temporaire des big-bags vides était clairement identifiable.

→ L'observation n°20240718-8 de l'inspection du 18/07/2024 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats non soldés de l'inspection du 18/07/2024 :</u></p> <p><u>Non-conformité n°20240718-3 :</u> L'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité permanente des volumes potentiels des rétentions sur lesquelles sont installés les GRV de GNR de la zone déchet. L'exploitant s'assurera que les volumes potentiels de l'ensemble des rétentions de son établissement restent disponibles en permanence.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 12/12/2025 :</u></p> <p>Dans sa réponse aux constats de l'inspection du 18/07/2024, l'exploitant indique avoir renforcé le dispositif organisationnel et opérationnel mis en place afin de garantir la disponibilité des rétentions, notamment dans la zone déchet. En particulier, une vérification systématique des rétentions susceptibles de contenir des eaux pluviales est effectuée au moins une fois par semaine par les opérateurs et quotidiennement dans le cadre de la tournée des opérateurs.</p> <p>En salle, l'exploitant a présenté l'enregistrement de la vérification des rétentions de la zone déchets pour le mois d'octobre 2025.</p> <p>Lors de la visite du site, la zone déchets n'était pas accessible. Cependant, les rétentions susceptibles de contenir des eaux pluviales étaient proches du chemin piétonnier emprunté. Ainsi, l'inspection a pu constater que les rétentions sous les GRV contenant du GNR étaient exempts d'eau de pluie.</p> <p>→ La non-conformité n°20240718-3 de l'inspection du 18/07/2024 est soldée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite